

Évaluation du dispositif des intervenants sociaux en commissariats et unités de gendarmerie

Rapport n° 20107-R



Depuis le début des années 1990, des intervenants sociaux ont été positionnés au sein des commissariats et des unités de gendarmerie pour accueillir et orienter les personnes en situation de détresse sociale repérée lors des interventions des forces de sécurité. Le dispositif a bénéficié d'un développement accéléré depuis 2019 pour atteindre les objectifs cibles définis par le Grenelle des violences conjugales et par la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020–2024.

Une mission de l'inspection générale de l'administration a réalisé l'évaluation du dispositif ; le rapport présente les différentes observations et recommandations réalisées. Ainsi, l'efficacité et la pertinence du dispositif des intervenants sociaux sont unanimement reconnues ; mais la mission constate que le dispositif présente des faiblesses structurelles de gouvernance et de pilotage tant au niveau central que territorial, appelant à des changements de modèle. Elle invite également l'État à pérenniser le financement annuel de chacun des postes à hauteur de 33 % de leur coût global, jouant ainsi un effet d'impulsion sur le cofinancement des collectivités territoriales. Enfin, elle propose de nombreuses pistes d'amélioration pour harmoniser et consolider les conditions d'exercice de ce dispositif atypique.



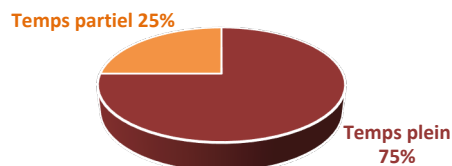
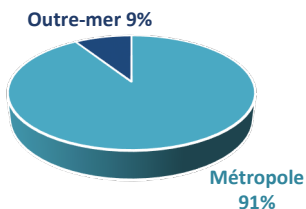
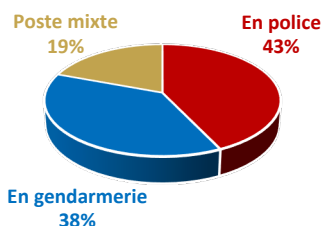
Les bonnes feuilles de l'IGA

LES GRANDES CARACTÉRISTIQUES

LES INTERVENANTS SOCIAUX

- **80%** de travailleurs sociaux diplômés ;
 - **94%** de femmes ;
 - **65%** de contractuels et **35%** de fonctionnaires.
- ↳ Dédiés à l'accueil
- des victimes d'infractions pénales ;
 - de toute personne en détresse et vulnérable ;
 - des mis en cause.
- ↳ En lien avec les interventions police et gendarmerie.

LE DISPOSITIF



↳ Départements ou collectivités sans ISCG : Aveyron, Corse, Hautes-Alpes, Lozère, Val-de-Marne, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna.

LES BÉNÉFICIAIRES

Des variations selon les départements, mais en moyenne :

- Très forte majorité de femmes : **70 à 85%** ;
- Au moins **50%** de victimes d'infractions pénales ;
- Au moins **50%** non connus des services sociaux.

- ↳ Un vrai complément du travail social sur les territoires.
- ↳ Un impact certain sur les publics visés par les politiques publiques :
- les femmes victimes de violences ;
 - les personnes en précarité ou détresse sociale ;
 - les victimes de toute nature.

↳ Un dispositif boosté par les mesures du Grenelle 2019.

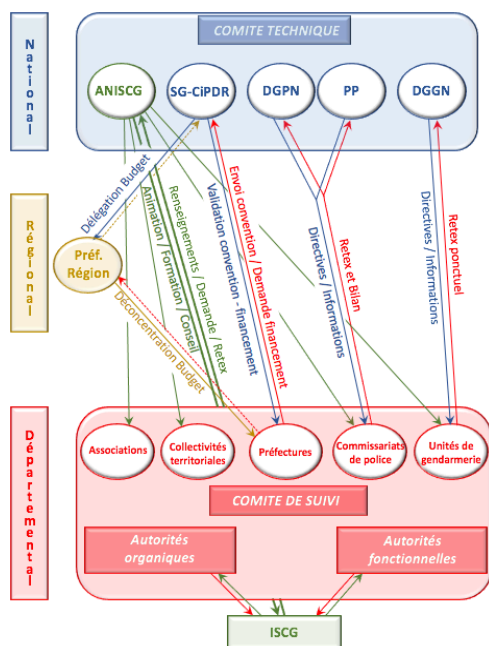
- ↳ Les objectifs fixés
- + 180 postes en 2 ans
 - 2 ISCG par département
- pas encore atteints.

LES DIFFICULTÉS / FAIBLESSES

GOUVERNANCE ET PILOTAGE

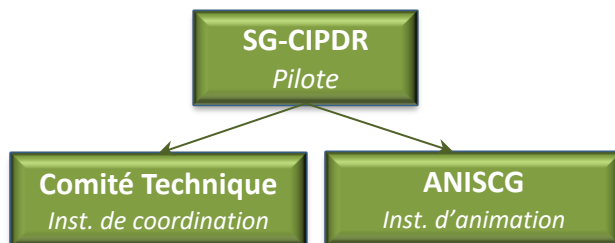
Les Acteurs

- Un pilotage éclaté :
 - entre 5 acteurs centraux ;
 - des acteurs locaux à mieux coordonner.



Mieux coordonner le SG-CIPDR et la Justice sur l'aide aux victimes.

Clarifier le pilotage national.



Dynamiser la coordination locale

➡ **Privilégier la chaîne de prévention de la délinquance**

CDPDR => Comité de suivi ;
CISPDR)=> Lieu d'échange.
CLSPDR

FINANCEMENT : UN PARCOURS DU COMBATTANT

- Les principes : Cofinancement et logique partenariale pluridisciplinaire

Les Financeurs

- Un principe de dégressivité aux effets pervers 80/50/30/10 %;

- La contribution du FIPD :
 - 6,446 M€ en AE en 2020
 - = 9% du budget FIPD.

- ## → Quelques contributions accessoires

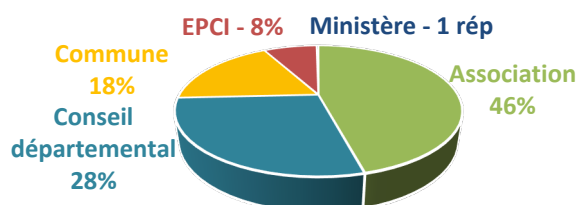
Les collectivités territoriales

- Régions, départements, communes

Des participants accessoires

- CAF, ARS,...

Les Employeurs



Les difficultés du financement

- Des financements multiples et fluctuants ;
- L'absence de vision du coût global du dispositif ;
- La méconnaissance de l'engagement des collectivités ;
- une vision partielle des subventions versées aux associations ;
- Des répercussions négatives sur les conditions d'emploi des ISCG.

↳ **Légitimité et compétence des conseils départementaux pour porter les postes.**

↳ **Fragilité des associations, mais grande souplesse et réactivité pour créer les postes.**

LES RECOMMANDATIONS

CHANGER LE MODÈLE DE FINANCEMENT

- Stabiliser la participation de l'État à 33% du financement ;
- Mobiliser tous les acteurs autour d'un projet de territoire matérialisé par une convention cadre pluriannuelle ;
- Simplifier la procédure d'attribution de subvention pour les porteurs de projets ;
- Imposer le respect des modèles de convention de recrutement et de fiches de poste pour bénéficier de subventions.

HARMONISER ET CONSOLIDER LES CONDITIONS D'EXERCICES

- Renover le cadre réglementaire interministériel et ministériel ;
- Définir une fourchette de rémunération indicative pour les intervenants sociaux ;
- Mettre en place un parcours d'accueil et d'accompagnement ;
- Développer la visibilité et l'offre de services de l'ANISCG ;
- Poursuivre l'amélioration de la grille et des bilans d'activité pour mieux appréhender l'efficacité du dispositif.

LES AUTEURS

Isabelle GUION de MÉRITENS

Inspectrice générale de l'administration

Patricia JANNIN

Inspectrice générale de l'administration